



Kòdinasyon Nasyonal k ap Plede Kòz Fanm **Coordination Nationale de Plaidoyer pour les Droits des Femmes**

Port-au-Prince, 22 mars 2010

Le 8 mars 2010, la Coordination Nationale de Plaidoyer pour les Droits des Femmes, CONAP, réaffirma sa conviction dans la philosophie féministe porteuse du meilleur projet de transformation de l'humanité pour la construction d'un monde juste, égalitaire, respectueux des valeurs des Etres humains, des Ressources Naturelles et de l'Environnement.

Partant du fait que la lutte féministe est basée sur la détermination de construire de nouveaux rapports sociaux, économiques, politiques entre les femmes et les hommes, les femmes, sujettes à créer cette nouvelle société, doivent y jouer un rôle fondamental. Aujourd'hui, en Haïti, nous sommes dans un carrefour où le séisme du 12 janvier 2010 nous met face à de nombreux défis pour construire ce modèle social qui correspond à notre histoire et à nos réalités.

Toute démarche visant la construction d'Haïti, ne peut se produire sans la participation réelle des populations, sans une rupture radicale avec les structures actuelles, avec des pratiques de pouvoir internes et externes qui ont contribué à la situation actuelle du pays. Dans cette logique, tout en reconnaissant l'exigence d'une démarche d'évaluation situationnelle du pays, après le séisme du 12 janvier 2010, nous refusons de cautionner les résultats du processus d'Évaluation des Besoins Post-Désastres / (Post Disaster Needs Assessment-PDNA). Processus lancé par le Ministre de la planification de notre pays le 15 février 2010, qui sur une période de 23 jours, soit du 17 février au 11 mars devrait déboucher sur un « Plan stratégique de développement national à long terme ». Inscrit dans un contexte de perte de souveraineté de l'Etat haïtien, produit dans une démarche d'exclusion où les collectivités territoriales, les regroupements des secteurs associatifs sont absents, et le désintérêt affiché par les responsables étatiques, ce plan n'augure pas des résultats différents des expériences antérieures comme : le Cadre de Coopération Intérimaire- (CCI), le Document Stratégique National de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSNCRP) 2008-2010.

Ainsi, en tant que membre des mouvements sociaux de la République d'Haïti, nous de la CONAP, mêlons nos voix à celles des paysans-nes, des ouvriers-ères, des jeunes... pour dénoncer les rencontres à caractère exclusif et anti national qui sont organisées en république Dominicaine, à Washington et à New York. Ces rencontres ne revêtent pas de véritable légitimité, compte tenu du fait qu'elles sont réalisées sans la participation effective des populations notamment les couches marginalisées en Haïti.

Femmes haïtiennes, peuple haïtien, nous devons prendre en main notre destin. La construction alternative de notre pays doit émaner d'un large processus de consultation et de concertation inclusif. Les couches exploitées et exclues, les femmes dominées par le double système capitaliste et patriarcal seront les principaux protagonistes de ce changement qualitatif pour une nouvelle Haïti, libre, souveraine, égalitaire et prospère.

Un autre monde est possible !

Une autre Haïti est possible !

Nous militantes féministes, sommes déterminées à les construire.